



RÉPUBLIQUE ANGOLA

M. Cyril Ramaphosa, président de la République sud-africaine;

M. Taro Aso, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances du Japon;

Excellences, chefs d'État et de gouvernement;

Distingués fonctionnaires des Nations Unies, de l'Union africaine et de la Banque mondiale;

- invités distingués;

C'est avec grand plaisir que j'ai accepté l'invitation d'être présente dans cette belle ville de Yokohama et d'assister à la septième édition du Sommet international de Tokyo sur le développement de l'Afrique.

Ce Sommet international sur le développement de l'Afrique est un événement de grand prestige international, en particulier pour les pays africains qui doivent relever le défi de la réalisation des 17 objectifs de développement durable d'ici à l'horizon 2030 et qui disposent au Japon d'un partenaire indispensable pour atteindre cet objectif important. Mission

Ces objectifs globaux des Nations Unies comprennent des actions visant à éliminer la faim et la pauvreté et à faire en sorte que tous les habitants de la planète puissent bénéficier de la paix et de la prospérité.

Les gouvernements, les parlements, les autorités régionales et locales, les universités, les instituts de recherche, les organisations philanthropiques, les coopératives, les entreprises et les autres organisations de la société civile doivent être de véritables partenaires pour la prospérité et le bien-être. atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables.

Parlant de la nécessité «d'accélérer la transformation économique et d'améliorer le climat des affaires grâce à l'innovation et à la participation du secteur privé», un sujet à l'étude, nous comprenons que seule une véritable complémentarité stratégique entre l'État et le secteur privé peut garantir que cet objectif peut être atteint. réussir les objectifs du développement durable.

L'État est responsable de la réglementation et de la coordination de l'ensemble du processus de développement économique et social.

Le secteur privé est réservé au moteur de la croissance économique dans un environnement concurrentiel qui conduit à la création permanente de richesse et de valeur efficacement.

Pour permettre au secteur privé de bien fonctionner, l'État doit créer les conditions nécessaires à la résolution des défaillances du marché, notamment en luttant contre les monopoles et autres imperfections du marché, ainsi qu'en supprimant la bureaucratie et autres préjugés et obstacles inutiles de la part de entraver le développement des affaires.

Afin de créer les conditions de stabilité macroéconomique nécessaires à un meilleur climat des affaires, l'exécutif angolais met en œuvre, avec le soutien du Fonds monétaire international, un programme de stabilisation de l'économie angolaise.

Ce programme a permis d'obtenir des résultats positifs en termes d'assainissement budgétaire, de réduction du taux d'inflation, de normalisation progressive du marché des changes, ainsi que de stabilisation des taux d'intérêt des obligations du Trésor et du niveau des réserves internationales nettes du pays.

Avec l'appui de la Banque mondiale, nous menons un programme complet d'amélioration de l'environnement des entreprises qui nous a permis de simplifier les procédures et de réduire le temps consacré aux divers services publics fournis au secteur privé.

Également avec le soutien de la Banque mondiale, nous mettons en œuvre un programme complet de privatisation des entreprises et des actifs publics. Nous sommes en train de commencer à privatiser plus de 190 entreprises et actifs publics d'ici à 2022.

Avec ce processus de privatisation, nous avons l'intention de promouvoir la croissance économique de l'Angola en encourageant les investissements privés et en augmentant l'emploi dans le pays.

Nous avons également l'intention de contribuer à accroître l'efficacité des entreprises angolaises, en aboutissant à une réduction progressive des coûts de production et à la pratique de prix plus compétitifs, au bénéfice des consommateurs.

Avec elle, nous entendons également attirer les investisseurs internationaux qui contribuent à notre économie non seulement par le capital financier et les technologies de pointe, mais surtout par le savoir-faire qui nous permettra de diversifier et d'accroître la production nationale de biens et de services et, partant, d'accroître les exportations.

La corruption est mauvaise pour les économies et les sociétés du monde entier. Cependant, dans certains pays de notre continent, ce phénomène prend des proportions particulières.

Pour beaucoup de nos pays, la corruption représente un énorme fardeau pour les entrepreneurs et la société dans son ensemble, car elle fausse complètement le principe de base de transparence, de concurrence saine et d'équité, de sous-évaluation du mérite et de la compétence.

Compte tenu des effets néfastes de ce phénomène, l'exécutif angolais et les organes de justice compétents prennent des mesures concrètes pour éliminer la corruption et l'impunité et ainsi instaurer un véritable État de droit et une véritable économie de marché en Angola. .

Nous mettons également en œuvre des mesures pour lutter contre la concurrence déloyale, le blanchiment d'argent, ainsi que des mesures pour recouvrer les avoirs constitués de ressources publiques et transférés illégalement à des tiers en Angola et à l'étranger.

Notre objectif, avec toutes ces mesures, est de construire en Angola une économie basée sur une croissance forte et soutenue, mettant fin à la forte dépendance de notre pays à l'égard du pétrole en tant que principal produit d'exportation.

Chers Conférenciers

Mesdames et Messieurs

Pour accélérer la transformation économique de notre continent, il ne suffit pas d'améliorer l'environnement des entreprises et d'impliquer le secteur privé, mais d'investir publics ou publics / privés dans les grands réseaux de transport routier, ferroviaire, portuaire, ainsi que dans la production et la distribution d'énergie. eau potable et télécommunications.

Dans ces domaines, nous comptons beaucoup sur le Japon en tant que partenaire qui peut, à notre avantage, financer ces projets d'infrastructure, qui revêtent une importance capitale pour le développement de nos pays.

Je saisis cette occasion pour demander que des projets concrets de coopération bilatérale et multilatérale soient élaborés pour faire de ce partenariat Japon-Afrique un levier important pour le développement durable de nos pays.

Nous mettons au défi les entrepreneurs japonais d'investir dans les secteurs les plus divers de nos économies, l'agriculture, l'industrie textile, la pêche, l'industrie automobile, la production de téléviseurs, d'ordinateurs et de téléphones portables, ainsi que des sources nouvelles et renouvelables de production d'électricité.

Lors de cette visite au Japon, nous sommes accompagnés par une série de gens d'affaires angolais avec lesquels ils peuvent dialoguer et établir des partenariats possibles.

Nous remercions d'avance le Gouvernement et le peuple japonais pour la manière chaleureuse, fraternelle et hospitalière dont nos délégations ont été accueillies et accueillies depuis notre arrivée.

Merci pour votre attention